

janvier /
juillet
2007
N° 4



Lettre de l' AISLF

Association Internationale des Sociologues de Langue Française

Éditorial

De la réflexivité à l'action

Le dossier de la *Lettre* précédente apportait une réponse à la question : Qui sommes-nous ? Celui de cette *Lettre*, qui reprend le procès-verbal d'une réunion organisée à Dakar le 20 avril 2007 avec le soutien de l'Agence Universitaire de la Francophonie, renvoie cette fois-ci à une interrogation sur ce que nous souhaitons faire, qui ne se confond pas avec celle sur ce que nous faisons - à laquelle chacun d'entre nous peut facilement répondre. L'activité de l'AISLF comprend en effet deux volets : l'organisation de manifestations scientifiques concernant soit l'ensemble du réseau (le congrès

tous les quatre ans), soit une partie de ce réseau, un ou plusieurs CR et GT, et la diffusion de l'information scientifique à travers le site, l'annuaire, le petit bulletin, la *Lettre* et la revue *SociologieS* en ligne sur revues.org. Cela nous permet de jouer un rôle important vis-à-vis de la communauté scientifique. Mais, et c'est l'objet du dossier de cette *Lettre*, devons-nous nous en tenir là ? Dans le contexte actuel de renouvellement démographique et de bouleversements sociaux, si nous voulons maintenir et développer notre réseau, ne devrions-nous pas nous intéresser plus directement aux conditions de formation et de professionnalisation des futurs sociologues, en nous servant d'une ressource que nous possédons et dont nous n'avons fait jusqu'ici guère usage, à savoir la présence parmi nos membres de responsables de filières de formation francophones et/ou partiellement francophones ? Ne serait-ce pas pour nos comités de recherche, nos groupes de travail (et en particulier pour celui sur la professionnalisation, pour celui sur 'éducation, formation, socialisation', pour celui sur l'enseignement de la sociologie qui a été supprimé, mais qui pourrait renaître, et la liste n'est pas exhaustive), l'occasion d'avoir une action effective : aide à la mise en place de formations, de programmes, création de manuels, de ressources pédagogiques en ligne... En partenariat avec l'AUF, la possibilité existe de constituer un réseau institutionnel émanant de l'AISLF, qui servirait de soutien à ces actions, et, vu l'importance de l'enjeu, il serait dommage de ne pas la saisir.

Sommaire

Éditorial	1
Activités du bureau	2
Activités des CR et GT	6
Dossier	14
Ouvertures	20
Informations diverses	24

Monique Hirschhorn

Activités du bureau

Décisions du Bureau de Dakar, Sénégal, avril 2007

PRÉPARATION DU CONGRÈS D'ISTANBUL

* **Programme** : les contacts avec les conférenciers sont bien avancés et le programme est presque au point. Restent à choisir les présidents de certaines séances.

* **Lieux du Congrès** : après en avoir envisagé plusieurs, l'hypothèse retenue est celle d'une salle de Congrès pour le 1^{er} jour, puis du Lycée Galatasaray, très central, pour les après-midi et une salle proche du Lycée pour les plénières. Cette solution assure l'unité de lieu pour les sessions des CR et des GT.

* **Affiche, plaquettes et publicité** : l'affiche est validée ; elle servira de support pour les plaquettes d'annonce et les programmes. Les plaquettes seront diffusées en septembre 2007. Des insertions sont prévues dans les Bulletins des associations nationales et les revues de sciences humaines

* **Site Internet du Congrès** : il sera actif au mois de septembre 2007.

* **Budget, subventions, tarifs des inscriptions** : le premier budget prévisionnel peut être mis au point et les premiers dossiers de demande de subvention seront déposés prochainement. Le tarif des inscriptions est fixé en tenant compte de celui appliqué pour le Congrès à Tours, et de façon à inciter les participants à adhérer à l'Association (différence entre tarif membre/non membre supérieure au montant des cotisations). L'encaissement des inscriptions se fera au secrétariat de l'Aislf.

* **Prix du Jeune sociologue** : les conditions seront les mêmes que pour le prix décerné à Tours sauf que deux exemplaires des ouvrages soumis seront demandés pour faciliter leur circulation.

* **50^{ème} anniversaire de l'Aislf** : La session du lundi 7 juillet sera consacrée à l'histoire de l'Aislf et à ses objectifs actuels, à une présentation des fondateurs, et à des témoignages. L'idée d'un film et de posters est envisagée, et un ouvrage sera publié.

* **Préparation de l'AG** : une réflexion est en cours pour en améliorer le fonctionnement.

* **Participation des CR et des GT** : dans la suite de la réunion de mars 2006 à Paris, une autre est envisagée à Paris en décembre 2007 ou janvier 2008

* **Bourses** : la recherche de bourses s'avère de plus en plus difficile.

BILAN COMPTABLE 2006

Le compte de résultat et le bilan 2006 sont examinés. Les résultats montrent que pour un budget du même ordre de grandeur, la perte de l'exercice s'est accentuée par rapport à l'année précédente. Or le CNRS ne va plus nous accorder de subvention de fonctionnement. Le déséquilibre n'est pas seulement conjoncturel mais aussi structurel. Il faut donc diminuer les frais et trouver de nouvelles ressources, probablement du côté de la Francophonie. Les cotisations des membres restent plus que jamais une ressource importante qui manifeste la place accordée à notre association.

CALENDRIER DES PROCHAINES RÉUNION DU BUREAU

* **Sofia, Bulgarie, dimanche 30 septembre et lundi 1^{er} octobre 2007**. Elle sera précédée du colloque sur « L'engagement citoyen », les vendredi 28 et samedi 29 septembre.

* **Beyrouth, Liban, mars 2008**, avec un colloque sur deux jours. Une première ébauche d'appel à communication a été rédigée, et attend pour être publiée que le consortium d'instances organisatrices soit constitué (Université américaine de Beyrouth, Université libanaise, Université St-Joseph, Association arabe de sociologie, Association libanaise de sociologie et l'Aislf). La question se pose de l'organisation d'une journée d'enseignement.

* Autres manifestations

- **Buenos-Aires, Argentine** : colloque sur « Parcours de vie et contextes socio-historiques », en association avec les CR 06 et 28, du 12 au 15 novembre 2007. Plusieurs membres du Bureau seront présents.

- **Meknès, Maroc, avril 2008** : colloque avec le CR 28 « Sociologie de la jeunesse » et le CR 12 « Sociologie des religions ». Appel à communication en cours de rédaction, mis en circulation prochainement. Il portera sur « Visions du monde et modernités religieuses ».

CANDIDATURES NOUVEAUX MEMBRES

Sont acceptées les candidatures 31 personnes (chiffre en augmentation) dont 18 hommes et 12 femmes, 8 doctorant(e)s, ainsi que la première candidature chinoise depuis bien longtemps.

DEMANDES DE CRÉATION DE GT ET DYNAMIQUE DES CR ET GT

Trois demandes de création de nouveaux GT ont été déposées, les premières depuis 2000, dont deux sont acceptées : un GT « Gouvernance des territoires » ; il portera le numéro 6. Et un GT « Sociologies des sexualités », qui portera le numéro 7. Par ailleurs, depuis 2000, sur 31 CR, 11 n'ont eu aucune activité, ainsi que 8 GT sur 19. Prévoir, dans la perspective du rapport moral du Secrétaire général au Congrès, un recensement des activités ainsi qu'une auto-évaluation.

LETTRES DE L' AISLF

- la *Lettre* n°3 a pris du retard mais elle est en cours de fabrication
- *Lettre* n°4 : l'éditorial portera sur l'intérêt du nouveau réseau institutionnel ; outre les rubriques habituelles, le dossier portera sur ce même réseau institutionnel et la rubrique « Ouvertures » sur la Tunisie.
- enfin, dans la *Lettre* n°5, le dossier portera sur le Congrès d'Istanbul et la rubrique « Ouvertures » sur le Mexique.

REVUE SOCIOLOGIES

Treize articles sont en ligne sur le site de l'Association (cinq dans la rubrique « Premiers textes », six dans « Théories et Recherches », un dans « Découvertes/Redécouvertes » et un dans la rubrique « Débats ») et leur parution s'échelonne sur 2006 et 2007. Le nombre des articles arrivés est suffisant pour prévoir une prochaine mise en ligne avant l'été. Le grand changement est que cette publication se fera sur le portail scientifique <revues.org> (voir la *Lettre* n°3).

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DE L' AISLF

Le projet semble compromis. Réflexion sur la poursuite des journées internationales de formation telles qu'elles ont été inaugurées à Dakar, où elles ont connu un très grand succès.

Odile Saint Raymond

Compte rendu du colloque de Dakar, Sénégal, avril 2007

Du 18 au 20 avril 2007 s'est tenu à Dakar un colloque international sur le thème "Les vocations actuelles de la sociologie francophone"

Le mercredi 18 avril, à l'ouverture du colloque, Moustapha Tamba (UCAD, Dakar), responsable du Comité d'organisation, après avoir fait un bref historique du département de sociologie de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, a insisté sur la très forte demande d'inscription en sociologie. Il a terminé son discours en



remerciant tous les sponsors qui ont soutenu l'organisation du colloque, notamment le CODESRIA, l'AUF, l'OIF, l' AISLF, l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar. Puis Monique Hirschhorn, vice-présidente de l'Université de Paris 5 René-Descartes, présidente de l' AISLF, a souligné que ce colloque est une occasion de circulation des idées et des concepts, entre chercheurs, enseignants et étudiants.

Monsieur l'Assesseur de la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, représentant le Doyen de la faculté, le Professeur Abdou Salam Sall, Recteur de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, a souhaité la bienvenue aux personnalités présentes ainsi qu'aux différents participants. Il a salué l'initiative de l' AISLF d'avoir choisi l'UCAD pour abriter le colloque.

Sous la présidence de Gora Mbodj, professeur de sociologie, UGB, Saint-Louis (Sénégal) deux conférences plénières ont suivi :

- celle de Pierre-Fidèle Nze Guema, professeur de sociologie, Recteur de l'Université Omar Bongo, à Libreville (Gabon) sur « *La sociologie et la construction du champ scientifique en Afrique* », qui a montré que la question de la vocation actuelle de la sociologie pose celle de la définition des frontières épistémologiques et méthodologiques de la discipline, et celle de l'identité du sociologue. Il a montré comment s'élabore, en Afrique, le champ scientifique des sciences humaines et sociales à partir de deux logiques ou de deux formes de capital : le capital scientifique (qui renvoie à la reconnaissance des pairs et qui est exposé à la contestation) et le capital temporel (qui témoigne de l'emprise que le pouvoir institutionnel peut exercer sur le travail de recherche du sociologue).

- celle de Monique Hirschhorn, qui a souligné la nécessité de l'ouverture de la sociologie dont témoigne bien l'ouvrage *À quoi sert la sociologie ?* de Bernard Lahire (qui avait eu un empêchement de dernière minute). Pour Bernard Lahire, si la sociologie doit avoir une quelconque utilité, elle peut être de nature politique (sociologue-expert, sociologue-conseiller du prince, sociologue donnant des armes de luttes aux dominés de toute nature), thérapeutique (la sociologie comme socio-analyse et moyen de diminuer ses souffrances au moyen de la compréhension du monde social et de ses déterminismes) ou cognitive (la sociologie comme savoir n'ayant d'autre objectif que celui d'être le plus rationnel et le plus largement fondé empiriquement).

L'après-midi, deux ateliers se sont tenus en parallèle : l'un sur « *Les modèles d'intelligibilité du social à l'épreuve des contextes nationaux et culturels (Nord/Sud)* », sous la présidence d'Abdoulaye Bara Diop (UCAD) ; l'autre sur « *Évolution de la discipline dans des contextes nationaux* », sous la présidence de Souleymane Gomis (UCAD).

Le jeudi 19 avril au matin a permis d'entendre à nouveau deux conférences plénières sous la présidence d'Abel Kouvouama, professeur à l'Université de Pau (France) :

- celle de Claude Javeau, professeur émérite de sociologie, Université libre de Bruxelles (Belgique) sur « *Les impostures sociologiques* », qui a développé l'idée que, sous couvert de sciences sociales, la réification du sujet est devenue l'ordinaire des théoriciens et praticiens de divers horizons. Quand elle n'est pas au service de la commande institutionnelle, la sociologie se fait le chantre du monde tel qu'il va. La mise en perspective politique se limite souvent à quelques dénonciations rhétoriques. Ce qui est mis en suspens, sous couvert d'une fallacieuse « neutralité axiologique », c'est le tragique essentiel de la condition humaine, et les moyens par lesquels les systèmes de domination, avec obstination, s'emploient à le produire et le reproduire.

- celle de Valentin Nga Ndong, professeur de sociologie, chef du Département de sociologie-anthropologie à l'Université de Yaoundé I (Cameroun), sur « *La sociologie en Afrique Centrale : état des lieux, problèmes et perspectives* », qui a souligné qu'en Afrique centrale la sociologie est une réalité et qu'elle connaît même, par-delà la diversité et l'inégalité des situations particulières, une certaine vitalité, comme au Cameroun. Il reste pour les États à transcender les complexes, les rivalités et les conflits de tous ordres qui hypothèquent le développement rapide, intégré et harmonieux de la sociologie dans une région qui, dès les années 1960, apparaît, avec les travaux de Georges Balandier, comme un laboratoire vivant des mutations à l'œuvre dans les sociétés africaines postcoloniales.

La matinée s'est terminée par le lancement de l'ouvrage *Quel avenir pour la sociologie ?*, Paris, PUF, 2006 par Jan Spurk, qui plaide pour une sociologie critique au cœur de la vie concrète.



Deux autres ateliers en parallèle ont eu lieu l'après-midi. Le premier sur « *Le sociologue face à la demande sociale* », était placé sous la présidence de Michel Messu, Université de Nantes (France), l'autre sur « *Positions professionnelles, compétences et formations* », était présidé par Christophe Beslay (Université de Toulouse Le Mirail, France).

Enfin, sous la présidence d'Abel Kouvouama de l'Université de Pau en France, Armel Huet, professeur de sociologie à l'Université de Rennes 2 (France), a donné une conférence sur « *Passer un nouveau cap dans la formation aux métiers de sociologues* » qui répondait à trois questions : quelles sont les exigences et les modalités concrètes auxquelles les formations universitaires doivent désormais répondre, notamment au niveau des mastères? quelles orientations et quelles modalités proposer en matière de coopération pour favoriser la formation professionnelle de sociologues dans les pays francophones d'Afrique ? Il a également montré comment ces exigences et ces modalités nécessitent d'autres postures théoriques et démarches méthodologiques, mais aussi comment celles-ci peuvent faire évoluer ses modèles et ses interrogations fondamentales.

Boubakar Ly, professeur émérite de sociologie à l'UCAD, a prononcé un discours de clôture qui, dans un style narratif, a conduit l'assistance à comprendre l'histoire et l'institutionnalisation de la sociologie à travers sa biographie personnelle. Et c'est avec une vive émotion, après le discours du Pr. Boubakar Ly, que la Présidente de l'AISLF a clos le colloque.

Le dernier jour, vendredi 20 avril, ont eu lieu deux manifestations : le matin une réunion du réseau des responsables des filières francophones d'enseignement de la sociologie ; et toute la journée se sont déroulés des séminaires internationaux assurés par les membres de l'AISLF aux étudiants (programme de 11 séminaires de deux heures chacun) qui ont rencontré un grand succès.

Moustapha Tamba
Organisateur du colloque
<moustamba@yahoo.fr>

Éléments de synthèse

Proposer une synthèse brève des travaux du colloque relève d'une véritable gageure ; car, à travers les conférences plénières, les travaux dans les quatre ateliers et les discussions avec la salle, on a pu percevoir l'intérêt que tous les participants accordent à la sociologie. Au thème général du colloque, « *Les Vocations actuelles de la sociologie francophone* », plusieurs interrogations et questions de fond ont été soulevées, et des éléments de réponses ont été apportés par l'un ou l'autre sociologue.

Quelles sont alors les vocations actuelles de la sociologie francophone ?

Pour ma part, je voudrais proposer, en guise de conclusion (ouverte), les principales préoccupations qui ont semblé retenir l'attention de l'ensemble des six cents (600) participants (enseignants-chercheurs, professionnels,

étudiant(e)s et responsables d'organismes multilatéraux). Elles touchent : au rôle de la sociologie, à la question de la sociologie africaine et à la place de la sociologie professionnelle dans l'activité des sociologues.



1 – À propos du rôle de la sociologie dans la société

Les discussions ont porté sur *l'éthique* de la discipline sociologique, aussi bien dans sa *dimension critique* que dans sa *dimension professionnelle*. Un consensus s'est dégagé pour dire que :

- Nous devons allier dans nos démarches, la *demande sociale* de la sociologie et sa *force critique*.
- La « crise de la sociologie » doit être perçue davantage comme une *auto-réflexion* sur ses fondements méthodologiques et sur son

utilité sociale. Et que cette « crise de la sociologie » est aussi liée à cette interrogation sur une science sociale inquiète d'elle-même.

- c) Il n'y a pas une unicité de la sociologie. Bien au contraire, de même qu'il y a un pluralisme sociologique, il y a un pluralisme *des postures sociologiques* et une *pluralité de nos objets*.
- d) Il y a la nécessité d'affirmer la *dimension empirique* de la sociologie dans l'activité académique. Il s'agit aussi de tenir compte des différents « *régimes d'historicité* » qui interviennent dans nos différentes postures sociologiques.

2 - À propos de la sociologie africaine

Le débat s'est posé entre autres sur l'ambiguïté de la notion de *sociologie africaine*. Afin de poursuivre la réflexion, des éléments méritent d'être pris en compte, notamment :

- L'existence de plus en plus importante des travaux sur les réalités sociales africaines qui diffèrent des travaux ethnologiques et sociologiques de type colonial.
- Le développement de la production sociologique actuelle souvent méconnue dans les universités africaines (travaux universitaires inédits de mémoires d'étudiants, d'ouvrages d'enseignants-chercheurs non diffusés, rapports de recherche appliquée, etc.). Cette dynamique à l'œuvre mérite d'être encouragée en vue de leur connaissance par le public universitaire et non universitaire.

3 - À propos de la sociologie professionnelle

Du fait de la pluralité de nos postures sociologiques et de la pluralité de nos objets, on a souvent de la difficulté à faire reconnaître par l'État le caractère professionnel de la sociologie. Il est fréquent de voir dans la plupart des projets que les études sociologiques sont confiées à de non-sociologues de formation et de profession. Nous devons tendre nos efforts vers une articulation du milieu professionnel de la sociologie avec le milieu universitaire. La réflexion sur toutes ces questions est appelée à se poursuivre dans les différents Comités de recherche (CR) et Groupes de travail (GT) de l'AISLF.

Abel Kouvouama
Président de la séance conclusive
<abel.kouvouama@univ-pau.fr>

Activités des CR et des GT

Colloques organisés par les CR et GT au deuxième semestre 2006

Les enfants constituent-ils un «monde à part?» 14 et 15 septembre 2006, Strasbourg, France

Les 6èmes journées d'études du CR n° 31 de l'AISLF *Sociologie de l'enfance*, qui ont eu lieu à l'Université Marc Bloch de Strasbourg (Faculté des Sciences Sociales-UMR CNRS 7043), ont développé la question de l'altérité de l'enfant et de l'enfance dans les pratiques de recherche en sciences sociales. Trente intervenants de plusieurs pays (Allemagne, Belgique, Brésil, France, Italie, Portugal, Québec) se sont confrontés sur les modes explicites et implicites qu'ont les chercheurs de construire, escamoter ou légitimer l'altérité de l'enfant et de la catégorie «enfance» à partir de leurs propres expériences de terrain. La formule choisie par le comité scientifique (Doris Bühler, Julie Delalande, Nicoletta Diasio, Laurence Gavarini, Louise Hamelin-Brabant) a été celle de tables rondes à partir d'un échange préalable de textes qui a favorisé une dimension dialogique et réflexive.

Sylvie Octobre (Ministère de la Culture et de la Communication, Paris) a introduit la première table ronde, autour des problèmes méthodologiques et éthiques liés à l'enquête de terrain, interrogeant la pertinence des outils quantitatifs et qualitatifs mis en place, la prise en compte de la vulnérabilité et du statut de dépendance des enfants face aux adultes, les enjeux du principe de responsabilité et sa traduction concrète.

La deuxième table ronde a été ouverte par une réflexion de Sonia Kramer (PUC, Rio de Janeiro)

qui a invité les participants à s'interroger sur la construction de la différence de l'enfant dans les sciences et dans les représentations sociales : ainsi l'image contradictoire de l'enfance perçue comme danger et promesse, marginalisée et sacralisée, a des résonances jusque dans les concepts scientifiques. Ce qui impose à la sociologie de l'enfance un travail réflexif sur le savoir qu'elle produit.

Le troisième débat, introduit par Alexandra König (Université de Wuppertal), a porté sur la question de l'altérité du point de vue des enfants eux-mêmes. Nous y avons questionné les multiples formes de catégorisation enfantine autour des notions de soi et d'autre, de génération, de différence de genre, d'autonomie, ainsi que la façon dont les enfants se réapproprient, s'accommodent ou réaménagent les normes sociales qui les définissent.

La question de l'altérité de l'enfant et de l'enfance est donc à repenser au pluriel pour prendre en compte des « altérités » enfantines, basées non seulement sur la diversité des âges, mais aussi sur celle des sociétés et des cultures. Le prochain colloque AISLF à Istanbul nous donnera la possibilité de nous confronter sur ces questions.

Les débats scientifiques ont été ponctués par la présentation de l'ouvrage collectif, fruit du travail du comité, dirigé par R. Sirota, *Eléments pour une sociologie de l'enfance*, Rennes, PUR, 2006 et par un hommage à Pierre Erny, ethnologue, professeur émérite de l'Université Marc Bloch, qui a évoqué ses projets et ses tâtonnements dans l'étude de l'enfant d'Afrique Noire. Décidément la sociologie de l'enfance a un bel avenir.

Régine Sirota
<regine.sirota@paris5.sorbonne.fr>
et **Nicoletta Diasio**
<nicolettadiasio@yahoo.fr>

Ethnographies du travail artistique **21 et 22 septembre 2006, Paris, France**

Les 21 et 22 septembre 2006, deux cents chercheur-es de quatorze nationalités différentes ont participé au colloque international « Ethnographies du travail artistique » organisé par le Laboratoire Georges Friedmann (Paris I – CNRS) sous la responsabilité scientifique de Marie Buscatto et de Philippe Le Guern.

Cette manifestation scientifique a rassemblé les sociologues et les ethnologues qui étudient divers mondes de l'art en usant de la méthode ethnographique. Ont ainsi été discutés les intérêts, les usages et les spécificités épistémologiques de l'ethnographie pour rendre compte d'un secteur spécifique du monde du travail contemporain, le travail artistique. Les participant-es ont voyagé dans les multiples mondes professionnels qui accueillent les artistes contemporains – musique, danse, cinéma, théâtre, littérature, arts plastiques, graffiti, arts numériques, conte, architecture, télévision, verrerie ou école.



Alors que les sessions plénières des deux matinées et la séance de conclusion ont donné la parole à des chercheur-es reconnu-es de ce domaine – Howard S. Becker, Robert R. Faulkner, Dominique Pasquier, Bruno Péquignot, Emmanuel Grimaud et David Grazian –, les sessions parallèles des après midi ont accueilli cinquante présentations francophones et anglophones.

Ce colloque s'est réalisé grâce à divers appuis financiers et scientifiques. Quatre associations internationales ont assuré son parrainage scientifique - Association Européenne de Sociologie ; Association Internationale des Sociologues de Langue Française ; Association Internationale de Sociologie ; Groupement de Recherche International « OPuS (Œuvres, Publics, Sociétés) ». Quatre institutions ont financièrement participé à son organisation : Ministère de la Recherche ; Laboratoire Georges



Friedmann ; Université de Paris I-Panthéon-Sorbonne ; CNRS.

En attendant la publication scientifique sélective issue du colloque, le programme et les textes sont consultables en ligne : <http://laboratoiregeorgesfriedmann.univ-paris1.fr>

Marie Buscatto
<marie.buscatto@wanadoo.fr>

**Fonction émancipatoire de la
connaissance et
construction sociale des sentiments
21-23 septembre 2006, Genève, Suisse**

Le Comité de Recherche en sociologie de la connaissance (CR14) de l'AISLF s'est réuni à l'occasion de ce colloque international pluridisciplinaire portant sur « *La fonction émancipatoire de la connaissance et la construction sociale des sentiments* ».

Co-financé par la Faculté de Psychologie et des Sciences de l'Éducation (FPSE) de l'Université de Genève, le Fond National Suisse de la Recherche Scientifique, l'Académie Suisse des Sciences Humaines et Sociales, et la Société Académique de Genève, le colloque a été organisé à l'initiative de l'équipe de recherche « Approche Compréhensive des Représentations et de l'Action » (ACRA) du Laboratoire Recherche-Intervention-Formation-Travail (RIFT) de la Faculté de Psychologie et des Sciences de l'Éducation de l'Université de Genève coordonnée par M.-N. Schurmans (FPSE), et de F. Farrugia (Université de Franche Comté).

Le colloque, qui a réuni une trentaine de communicants, s'est tenu dans les locaux de la Faculté de Psychologie et des Sciences de l'Éducation de l'Université de Genève (site Uni-Mail/Uni-Pignon). Il s'est adressé au public des chercheurs en sciences de l'éducation, en sociologie et, plus largement, en sciences sociales.

Faisant suite aux Colloques de Poitiers (juin 2001 : « Construction et déconstruction de la réalité », qui portait sur l'articulation de la perspective critique et de la démarche de déconstruction-reconstruction, ainsi que sur le

décloisonnement des disciplines qui structurent le champ des sciences socio-humaines) et de Besançon (mai 2003 : « De l'interprétation » qui concernait l'identification d'un « troisième espace » de pensée), cette nouvelle rencontre du CR14 a eu pour objectif de croiser une dimension épistémologique et une dimension empirique.

Les travaux liés à la première de ces dimensions se sont ciblés sur la *fonction émancipatoire de la connaissance*, telle que proposée par K.-O. Apel. Cette perspective est en effet centrale, à la fois dans le projet des sciences critico-déconstructives et dans le décloisonnement des disciplines qui structurent le champ des sciences socio-humaines. Elle a orienté les interventions sur une discussion de l'ensemble des oppositions qui se trouvent liées à celle de la raison expérimentale et de la raison interprétative.

La seconde dimension a permis de développer l'ancrage épistémologique en référant à l'étude de *la construction sociale des sentiments*. Les sentiments, en effet, font non seulement partie des phénomènes culturels, mais contribuent également à nous insérer dans un ordre social et à le renforcer. S'opposant à l'idée selon laquelle les émotions relèveraient d'un substrat pré-social, le point de vue développé dans les différentes contributions soutient que la définition de ce que sont les sentiments est culturellement marquée, que la façon dont nous gérons nos sentiments contribue à les créer, et que les caractéristiques linguistiques dévoilent et renforcent la gestion collective des émotions.

La rencontre de Genève a rassemblé des chercheurs provenant d'Universités et Hautes Écoles suisses, françaises, belges, italiennes et tunisiennes, et dont les spécialisations disciplinaires ont permis d'engager une articulation forte de la sociologie avec la philosophie, la psychologie, l'ethnologie, l'histoire, la linguistique et les sciences de l'éducation. La publication des Actes du Colloque de Genève est actuellement en préparation (Paris : L'Harmattan, collection Logiques sociales).

Marie-Noëlle Schurmans
<marie-noelle.schurmans@unige.ch>
et Francis Farrugia
<francis.farrugia@univ-fcomte.fr>

**Normativité, Normes, Normalité
16-17 novembre 2006, Lausanne,
Suisse**

L'inadéquation entre comportements individuels et cadres normatifs avait été le point nodal du colloque du Comité de recherche N° 30 de l'Association internationale des sociologues de langue française (AISLF) à Sesimbra (Portugal) en 2005 : nous partions en effet du postulat selon lequel des individus peuvent être amenés à développer des comportements cachés afin de préserver leur intimité ou parce qu'ils ne sont pas suffisamment conformes au cadre normatif. Les communications présentées ont en outre montré l'inégale distribution, notamment selon le genre et la classe, de la capacité à développer ce type de comportement.

En 2006, nous avons pu poursuivre la réflexion entamée en nous intéressant cette fois davantage aux normes produites par la société (les institutions et les groupes sociaux) et à leurs effets d'imposition. Depuis les travaux fondateurs de Becker, on sait en effet que la labellisation de comportements comme déviants ou problématiques est le reflet de rapports de pouvoir. Le groupe dominant tente d'imposer ses normes, notamment les comportements souhaités. La déconstruction de ces normes permet de comprendre ce qui se joue dans cette imposition, notamment quels effets sociaux et symboliques les normes/la production de normes ont sur les groupes sociaux et quelles luttes se déploient entre les groupes pour l'imposition des normes légitimes.

L'esprit général du colloque organisé à Lausanne s'est fondé sur une perspective inspirée par les travaux de Georges Canguilhem, selon laquelle le normal est toujours second par rapport à l'écart (les systèmes seraient grippés si les normes étaient absolument respectées), ce qui signifie que le sens même de l'établissement des normes doit être reconstruit.

Trois conférences ont été organisées en plénière: Marianne Modak, Professeure à la Haute école de travail social et de la santé EESP Vaud, («Ce que normer signifie, l'exemple de la famille»), Michel Messu, Professeur de sociologie à l'Université de Nantes («Les normes de l'assistance. Côté pile et côté face») et Numa Murard, Professeur de sociologie à l'Université Denis Diderot (Paris VII) («Les métamorphoses de la norme : solidarité et autonomie»).

Les 52 communications qui ont été présentées, par leur richesse et leur diversité, montrent à quel point le thème de ce colloque « Normativité, normes, normalité » a été porteur pour les sociologues membres de l'AISLF. Ces contributions viennent de Suisse (28), de France (13), de Belgique (3), du Canada (6) et du Portugal (2).

Jean-Pierre Tabin <jptabin@eesp.ch>

**La sociologie
professionnelle : quelles
perspectives ?
27-29 novembre 2006,
Tunis, Tunisie**



Le colloque, organisé dans le cadre du programme d'activité du CR 16, avec la participation du Département de sociologie de la faculté des sciences humaines et sociales de Tunis, du laboratoire Philab de cette même faculté, du Centre d'études et de recherches économiques et sociales de Tunis, de l'Association tunisienne de sociologie et de l'Association arabe de

sociologie, a réuni plus d'une cinquantaine de participants dont plus de 25 intervenants (universitaires, sociologues praticiens et professionnels de divers secteurs) de Tunisie, France, RD Congo, Sénégal, Algérie, Liban.

Le colloque était structuré autour de quatre axes thématiques : 1) Les pratiques d'expertises sociologiques ; 2) Les formes de promotion de la sociologie pratique dans les milieux professionnels ; 3) L'impact de la réforme L.M.D sur la professionnalisation de la sociologie et l'insertion des sociologues dans le monde du

travail ; 4) Le chômage et les formes d'emplois des sociologues.

Rapidement, les débats se sont orientés sur la situation de la discipline en Tunisie et plus largement dans les pays du Sud, du point de vue de l'expertise, de la formation et de la professionnalisation de la sociologie, de l'articulation de la discipline avec l'environnement économique et institutionnel et des enjeux de la formation. Dans tous les cas considérés, le constat est identique : des difficultés d'identification des formes d'expertise du sociologue et de statut des praticiens, une démotivation des étudiants, un fort taux de chômage des jeunes diplômés ou leur faible intégration dans le monde du travail, une faible visibilité de la sociologie dans son ensemble et, parfois, un manque de structuration des milieux académiques et scientifiques. Pourtant, dans tous les cas également, on constate l'existence de réelles opportunités de développement avec l'expression de besoins et de demandes sociales et l'émergence de réelles dynamiques autour d'enseignants-chercheurs porteurs de projets de formation et d'inscription sociale de la discipline.

Dans ce contexte, le passage au LMD représente potentiellement une opportunité de développement. Tout particulièrement, la mise en place de formations professionnalisées permet de visibiliser les métiers et les débouchés possibles de la sociologie, à la fois pour les étudiants et pour les acteurs institutionnels et économiques. Cela permet également de sensibiliser et « d'animer » les milieux professionnels, en particulier autour des stages de professionnalisation. Enfin, cela permet de structurer les équipes d'enseignants chercheurs en association avec les praticiens et les employeurs potentiels. Les participants se sont accordés sur la nécessité de commencer par le niveau Master, autour de métiers de la sociologies bien identifiés, et de résister aux injonctions institutionnelles de multiplier des licences professionnelles orientées sur des fonctions professionnelles pouvant certes nécessiter des compétences sociologiques, mais peu adossées aux métiers de la sociologie. Un consensus s'est également établi sur le fait qu'il ne s'agit pas de reproduire des schémas engagés ailleurs, qu'il n'y a pas de modèle préconçu, mais qu'il est important d'engager

des échanges d'expériences, entre les pays du Sud qui sont confrontés au passage au LMD et à la construction d'une offre de formations professionnalisées et avec les pays qui ont déjà une longue expérience de telles formations.

En conclusion du colloque, a été affirmé l'intérêt de la conception d'une « Charte » des formations professionnalisées, comme cela avait été envisagé lors du colloque de Toulouse en décembre 2006. L'idée a également émergé de constituer un « Conseil de perfectionnement international » afin d'aider à l'élaboration de maquettes de formations professionnalisées. Pour ce faire, le cadre de l'AISLF offre de réelles opportunités d'échange d'expériences et d'idées et permet à des collègues qui se sentent parfois isolés, de s'intégrer dans une dynamique collective de valorisation de la sociologie professionnelle et, par là même, de la discipline dans son ensemble. Dans cette perspective, il a été convenu le principe d'organiser à Tunis un séminaire à l'automne 2007, dans l'objectif d'avancer très concrètement dans la mise en place de Masters professionnels en Tunisie. Il s'agira, à partir de nos expériences respectives, de traiter des différents aspects de la ou des formations envisagées : métiers et compétences visés, contenus de formation, mises en situation professionnelle, participation des professionnels, partenariats... Ce serait un exercice pratique ouvrant sur la question de la « Charte ».

Christophe Beslay
<beslay@univ-tlse2.fr>
et **Abdessatar Sahbani**
<sahbaniabdessatar@yahoo.fr>



Le Groupe de Travail n°07 Sociologie des sexualités

Un nouveau Groupe de travail vient de voir le jour à l'AISLF ; il porte le numéro 07 et a pour objet la *Sociologie des sexualités*.

Naissance d'un champ : objets et méthodes

L'émergence de préoccupations proprement sociologiques dans le champ de la sexualité est ancienne, ou pour le moins, plus ancienne que dans d'autres disciplines des sciences humaines et sociales. On se souvient d'Émile Durkheim pour qui la sexualité avait bel et bien un caractère double : elle heurte la morale et elle est, en même temps, constitutive de la morale (Durkheim, 1911). D'après Hans Joas (2004), « c'est justement en tant que sociologue que Durkheim voulait que l'accent soit mis sur le fait que dans toutes les cultures l'acte sexuel est entouré d'une aura de mystère ; et la rationalité ne devrait pas, selon lui, conduire à considérer ce *mystère* comme un simple préjugé ».

En tous cas, les recherches dans ce domaine ne se sont guère départies de ce caractère « foncièrement moralisateur » inhérent à leur objet d'étude. En pleine « révolution sexuelle », l'intuition du grand nom de la sociologie française trouve bien un écho chez Michel Foucault. Son *hypothèse répressive* reste pourtant peu comprise, surtout quand il faut « (...) montrer que ce serait sans doute plus intéressant et plus riche de faire l'histoire de la sexualité à partir de ce qui l'a motivée et incitée plutôt qu'à partir de ce qui l'a interdite » (Foucault, 1978).

Le recensement des travaux sociologiques depuis le tournant du xx^e siècle raconte en partie cette histoire : l'étude de la sexualité est centrée dès l'origine sur les conditions de l'avènement et du maintien de la normalité sexuelle, avant tout matrimoniale et familiale. Au lieu de considérer les marges lointaines ou étrangères à ce domaine, c'est l'examen des déviations les plus « immédiates » qui prime, d'abord à partir

des débats sur l'éducation sexuelle, passant ensuite à la sexualité des adolescents, au rôle de l'expérience pré-maritale, puis aux relations extra-conjugales. Loin d'une volonté de savoir dont la priorité serait de traquer les seules « sexualités périphériques » (Foucault, 1976), les recherches en sciences sociales développées depuis la fin du xix^e siècle, surtout en Amérique du Nord, ont donc fait montre d'un comportementalisme remarquablement normatif.

Si les champs de publication concernés confirment à eux seuls cette tendance, la période récente voit néanmoins l'expression scientifique des sexualités « autres » accéder à la visibilité académique, surtout depuis les années 1970. Souvent réduite aux questions de santé (mentale et sexuelle) à l'époque du sida, une telle « sociologie des sexualités » procède encore largement des domaines consacrés à la famille, mais elle a gagné en autonomie au contact des études aujourd'hui consacrées au genre et aux rapports sociaux de sexe, ou plus dernièrement, en rejoignant l'attention portée aux inégalités, aux identités et aux liens sociaux, ou enfin en incorporant les apports de la *Queer Theory*, qui doit d'ailleurs beaucoup à une relecture « anglophone » d'auteurs français (Butler, 1990 ; Sedgwick, 1990 ; Halperin, 1995).

Par ailleurs, l'importante littérature sur l'implication personnelle dans les recherches sur la sexualité a beau mettre l'emphase dernièrement sur la relation objet / sujet, on a peu détaillé les formes d'une imbrication des rationalités « courantes » et « savantes » – en jeu notamment dans les épisodes de co-analyse – ou de leurs effets sur les situations, sur les biographies, ou sur les enquêtes elles-mêmes.

Aborder ces enjeux méthodologiques, et faire « jonction » thématique au sein d'une discipline en apparence morcelée, cela implique sûrement d'une sociologie des sexualités qu'elle s'affirme à la croisée disciplinaire longtemps balisée par ses deux voisines en mauvais termes : la démographie et l'anthropologie. Que les sexualités soient entre temps devenues objet d'histoire et de géographie voue d'autant plus la sociologie à motiver les termes de son propre intérêt.

Axes de recherche du Groupe de Travail

Le groupe de travail « Sociologie des sexualités » entend favoriser les échanges entre chercheur-e-s francophones de tous les pays dont les travaux portent sur les sexualités, en insistant plus particulièrement sur les axes suivants :

Histoire, théories et grandes enquêtes

Bien que de constitution relativement récente, le champ sociologique des sexualités croise sans cesse les approches historiques ou historiographiques, dont l'apport est évidemment très précieux. Un certain nombre de modèles théoriques sont couramment utilisés en sociologie des sexualités. Un retour régulier sur ces théories semble particulièrement indiqué, qu'elles soient propres au champ lui-même (comme la « théorie des scripts » de Gagnon & Simon, 1973) ou issues d'autres champs (comme par exemple l'interactionnisme symbolique).

Enfin, plusieurs grandes enquêtes ont marqué et marquent encore la sociologie des sexualités, telle que celles d'Alfred Kinsey (1948 ; 1954), ou encore, l'enquête menée par Alfred Spira et son équipe pour l'Analyse des Comportements Sexuels en France (ACSF, 1993). Plus récemment, l'enquête sur « Le contexte de la sexualité en France » sous la direction de Nathalie Bajos et de Michel Bozon (INSERM / INED / ANRS), et dont les résultats seront sous peu rendus publics (*Le Monde*, 13/03/07), devrait alimenter la réflexion. Ces « grands travaux » servent souvent de référence incontournables, mais peuvent aussi faire l'objet d'un débat critique.

Méthodologie de la recherche

Comme indiqué précédemment, l'enjeu méthodologique est d'importance dans le champ des sexualités. Le rapport des chercheur-e-s à leur objet est souvent escamoté, en faveur d'une « technique » présentée comme solide et éprouvée. Pourtant, qu'il s'agisse d'approches quantitatives (questionnaires...) ou qualitatives (observations, entretiens, récits de vie...), la « relation d'enquête » doit être considérée comme un réel lien social, et travaillée comme tel, d'autant plus lorsqu'on aborde le corps,

l'intime, le secret. La question de l'immersion ou de l'observabilité des conduites sexuelles doit par ailleurs continuer à faire débat.

Morale, contrôle social et politique des sexualités

Objet de morale (ou de moralisme) par excellence, la sexualité fait surtout l'objet d'un contrôle social dont Michel Foucault a décrit les mécanismes. Il convient d'interroger sans cesse cette forme de pouvoir et d'étudier les mouvements sociaux qui ont tenté de l'infléchir ou de la transformer, en développant les grandes lignes d'une « politique des sexualités ». Ces mouvements, souvent militants ou radicaux, initient les conditions du changement social dans le champ des sexualités, mais peuvent également être envisagés à leur tour comme producteurs de normes et de contrôle.

Médicalisation et normes de santé

La grande « nosographie du sexe » décrite dans son mouvement historique par Foucault s'est appuyée sur le savoir et les professions médicales. Qu'en est-il aujourd'hui ? Il s'agit là d'examiner les formes nouvelles que prend cette médicalisation des sexualités, dans ses dimensions technologiques, sociales et politiques. En la

matière, les normes de santé prennent parfois le pas sur les normes sociales de genre et de sexualité, surtout en Occident.

Pratiques, comportements et cultures

Pour des raisons évidentes, liées aux politiques de santé publique, l'épidémie de sida a sans doute été l'occasion d'un développement inégalé des recherches sur les comportements et les pratiques sexuelles, quelles que soient les sexualités envisagées. Une telle somme de connaissances descriptives cache souvent des enjeux plus profonds en termes de catégorisation, de normalisation ou de désignation, et *in fine* de contrôle social des sexualités. Un regard rétrospectif sur cet engouement scientifique pour les usages du corps et les pratiques du sexe serait sans doute très éclairant, en particulier s'il engage à définir



les frontières entre sociologie et éthologie humaine.

Cette avalanche procède également d'un certain ethnocentrisme, dans la mesure où ce sont surtout les usages occidentaux qui se trouvent placés sous les projecteurs de la recherche. Qu'en est-il dans d'autres cultures ? Peut-on également parler, dans un espace social donné, de « cultures des sexualités » au pluriel ?

Performativité des sexualités

Dans quelle mesure peut-on aborder les sexualités en terme de « performances », comme le propose la *Queer Theory* ? Comment étudier « ce qui se voit » et le relier à « ce qui est secret » ? La sexualité s'exposant au travers de rites, de pratiques sociales ou culturelles, des objets comme la pornographie, la prostitution, la « drague », le « transgenre », pour contemporains qu'ils paraissent n'en restent pas moins difficiles à saisir, y compris par un nouveau « cadrage » conceptuel. Les formes culturelles et médiatiques très diverses de leur expression, telles que la littérature, la photographie, le cinéma, la télévision, la presse, le récit, la biographie, le spectacle vivant ou le *happening* constituent autant de terrains de recherche légitimes.

Constitution du groupe de travail

À l'occasion de plusieurs réunions préparatoires tenues à Bruxelles, à Paris et à Toulouse, et d'une réunion constitutive convoquée le 30 mars 2007, le Groupe de Travail « Sociologie des sexualités » est initié par quatre co-responsables :

Jean-Yves LE TALEC, <letalec@univ-tlse2.fr>
Docteur en Sociologie et Sciences Sociales, chercheur post doctorant, associé au CERTOP (UMR 5044) pôle SAGESSE (Savoirs, genre et rapport sociaux de sexe), co-responsable scientifique de l'axe « Santé, sexualité, violences », Université de Toulouse II-Le Mirail.

Laurent GAISSAD, <lgaissad@ulb.ac.be>
Docteur en Sociologie et Sciences Sociales, chercheur post doctorant (FNRS) au sein du projet interdisciplinaire « Genre, Normes et Sexualités » à l'Université Libre de Bruxelles, Belgique, et membre du CIRUS-CERS (CNRS UMR 5193), Université de Toulouse II-Le Mirail.

Catherine DESCHAMPS,
<cathdes@club-internet.fr>

Docteur en Anthropologie Sociale et Ethnologie (ÉHESS), chercheure post doctorante (FNRS) au sein du projet interdisciplinaire « Genre, Normes et Sexualités » à l'Université Libre de Bruxelles, Belgique, chargée d'enseignement en Sociologie Urbaine à l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Paris-Val-de-Seine, et membre du Laboratoire d'Anthropologie Sociale (ÉHESS, CNRS, Collège de France – Paris).

Christophe BROQUA,
<broquachristophe@yahoo.fr>

Docteur en Anthropologie Sociale et Ethnologie (EHESS), boursier de Centre National du Livre – Actuellement chargé de recherche à l'IRD, Bamako, Mali. Objets : « Mobilisations collectives liées au sida et à l'homosexualité / Identités sexuelles et globalisation ».

Programme prévisionnel

- 1) Mettre en place un mini-site web du GT « Sociologie des sexualités », attaché au site de l'AISLF, pour favoriser la diffusion d'informations scientifiques et sur le financement de la recherche.
- 2) Organiser un appel à communications et une session spécialisée du GT tout au long du 18^{ème} Congrès international de l'AISLF prévu à Istanbul (Turquie) du 7 au 11 juillet 2008.
- 3) Organiser un colloque international en 2009, donnant lieu à *publication*.

Collaborations scientifiques, réseaux

À l'évidence, des liens de travail pourront être rapidement établis avec d'autres groupes déjà existants au sein de l'Association Internationale des Sociologues de Langue Française comme le CR04 : *Sociologie des rapports sociaux de sexe*, le CR08 : *Sociologie de la famille*, le CR13 : *Sociologie de la santé*, et le CR30 : *Inégalités, identités et liens sociaux*.



Des partenariats scientifiques pourront être envisagés à terme avec les groupes ou réseaux scientifiques existant dans le domaine des sexualités comme le RT28 « Recherches en sciences sociales sur la sexualité » de l'Association Française de Sociologie ; l'International Association for the Study of Sexuality, Culture and Society (IASCSS) ; la liste de diffusion Effigies ; l'Atelier Genre & Sexualités de l'Institut de Sociologie de l'ULB (Bruxelles) ; l'Agence Nationale de Recherches sur le Sida et les hépatites (ANRS), etc.

Références bibliographiques :

- Judith Butler, *Gender Trouble : Feminism and the Subversion of Identity*, New York, Routledge, 1990.
- Émile Durkheim « Débat sur l'éducation sexuelle » (1911), Extrait du *Bulletin de la Société française de philosophie*, 11, pp. 33 à 47, et *Textes*, Vol 2, pp. 241 à 251.
- Michel Foucault, *Histoire de la sexualité*, Vol. 2 *La volonté de savoir*, Paris, Gallimard, 1976.
- Michel Foucault, « Sei to Kentyoku » (« Sexualité et pouvoir », conférence à l'université de Tokyo, le 20 avril 1978), *Gendai-shisō*, juillet, p. 58-77, 1978, et *Dits et écrits*, vol. 3, n° 233, Paris, Gallimard, 1994, p. 552-570.
- John H. Gagnon & William Simon, *Sexual Conduct: The Social Sources of Human Sexuality*, Chicago, Aldine Books, 1973.
- David Halperin, *Saint-Foucault : Towards a Gay hagiography*, Oxford, Oxford University Press, 1995.
- Hans Joas, « La dignité humaine - Religion de la modernité ? », conférence d'ouverture du 17^{ème} Congrès International des Sociologues de Langue Française : L'individu social. Autres réalités, autre sociologie ?, Tours, France, Juillet 2004.
- Alfred Kinsey, *Le Comportement sexuel de l'homme*, Paris, Éditions du Pavois, 1948.
- Alfred Kinsey, *Le Comportement sexuel de la femme*, Paris, Éditions Amiot-Dumont, 1954.
- Eve K. Sedgwick, *Epistemology of the Closet*, Berkeley, University of California Press, 1990.
- Alfred Spira, Nathalie Bajos & le Groupe ACSF, *Le Comportement sexuel des français*, Paris, Éditions La Documentation Française, 1993.
- Sandrine Blanchard, « Dernières nouvelles de la sexualité des Français », *Le Monde*, 13/03/07.

Christophe Broqua, Catherine Deschamps, Laurent Gaissad et Jean-Yves Le Talec

Dossier : Projet de création d'un réseau institutionnel

À l'occasion du colloque sur « Les vocations actuelles de la sociologie francophone » s'est tenue à Dakar (Sénégal), le vendredi 20 avril 2007, avec le soutien de l'Agence Universitaire de la Francophonie, une réunion ayant pour objet la création d'un réseau associé à l'AISLF, qui réunirait les responsables de filières francophones ou partiellement francophones de sociologie. Le texte qui suit reprend le procès-verbal de la séance.

Madame Josette Shaje A Tshiluila, directrice du Bureau Afrique de l'Ouest de l'AUF, qui accueille dans ses locaux la réunion du réseau, souhaite la bienvenue à tous les présents et les assure de l'entier soutien de l'Agence.

Monique Hirschhorn, présidente de l'AISLF, remercie la directrice pour son accueil ainsi que l'AUF sans laquelle cette réunion n'aurait pu se tenir. Elle rappelle qu'il existe depuis longtemps des liens entre l'AUF et l'AISLF, mais que ceux-ci étaient jusqu'à présent limités à un soutien financier sous forme de bourses et/ou de missions pour des chercheurs du Sud. C'est encore le cas ici à Dakar pour le colloque sur « Les vocations actuelles de la sociologie francophone » qui se tient en même temps que cette réunion. Grâce à l'AUF, six chercheurs africains, une de Turquie et deux de Bulgarie ont pu participer à cette manifestation. Mais l'objectif de cette réunion, qui a été précédée d'une réunion à Paris le 26 janvier 2007 entre des responsables de l'AUF et une partie du bureau de l'AISLF, va plus loin. Il s'agit de voir s'il n'y aurait pas une possibilité d'instituer pour l'AISLF une relation à la fois plus étroite et plus permanente avec l'AUF.

L'Agence, qui est l'opérateur direct de la Francophonie pour l'enseignement supérieur et la recherche et participe à ce titre à la construction et à la consolidation d'un espace scientifique, ne se contente pas d'apporter un

soutien financier. Elle a également constitué deux types de réseaux : les réseaux de chercheurs et les réseaux institutionnels.

Les « Réseaux de chercheurs », qui sont des réseaux multilatéraux (Nord-Sud), sont composés, comme leur nom l'indique, de chercheurs désirant travailler ensemble sur une thématique commune. Ils sont actuellement au nombre de 19 et une partie d'entre eux ('Démographie', 'Diversité des expressions culturelles et artistiques et mondialisation', 'Entrepreneuriat', 'Environnement et développement durable', 'Genre, droits et citoyenneté', 'Littératures d'enfance', 'Littérature francophone d'Afrique subsaharienne et de l'océan indien') traitent de thématiques qui peuvent recouper celles des comités de recherche et des groupes de travail de l'AISLF, en particulier 'Identité, espace et politique' (CR 01) ; 'Études socio-juridiques' (CR 03) ; 'Sociologie des rapports sociaux de sexe' (CR 04) ; 'Sociologie de la santé' (CR 13) ; 'Sociologie du travail' (CR 15) ; 'Sociologie professionnelle' (CR 16) ; 'Sociologie des arts' (CR 18) ; 'Entreprise et société' (CR 22) ; 'Environnement et développement durable' (CR 22) ; 'Sociologie de la jeunesse' (CR 28) ; 'Sociologie de l'enfance' (CR31) ; 'Institutions du patrimoine' (GT 14) ; 'Mobilités spatiales et fluidités sociales' (GT 23).

Les « Réseaux institutionnels » sont des regroupements, par champs disciplinaires, d'établissements d'enseignement supérieur, composantes d'institutions (facultés, écoles, instituts...), utilisant le français comme langue d'enseignement et de travail. Ils ont vocation à réunir, sans exclusive, l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur de la spécialité concernée, représentés par leurs directeurs ou doyens en exercice. Ils contribuent alors à améliorer la formation universitaire dans les disciplines concernées et alimentent la communauté universitaire francophone en information spécialisée dans leur domaine d'activité. On compte actuellement 14 réseaux institutionnels : Association des facultés ou

établissements de lettres et sciences humaines des universités d'expression française (AFELSH), (Namur, Belgique) (T), Association des établissements d'enseignement vétérinaire totalement ou partiellement de langue française (AEEVTPLF) (Saint-Hyacinthe, Canada) (T), Conférence internationale des dirigeants des institutions d'enseignement supérieur et de recherche de gestion d'expression française (CIDEGEF) (Montréal, Canada) (T), Réseau international francophone des établissements de formation de formateurs (RIFEFF) (Montréal, Canada) (T), Conférence internationale des doyens des facultés de médecine d'expression française (CIDMEF) (Abidjan, Côte d'Ivoire) (T), Conférence internationale des doyens des facultés de chirurgie dentaire d'expression totalement ou partiellement française (CIDCDF) (Montrouge, France) (T), Conférence internationale des facultés de droit ayant en commun l'usage du français (CIFDUF) (Toulouse, France) (T), Conférence internationale des responsables des universités et institutions à dominante scientifique et technique d'expression française (CIRUISEF) (Créteil, France) (T), Conférence internationale des doyens des facultés de pharmacie d'expression française (CIDPHARMEF) (Beyrouth, Liban) (T), Conférence internationale des directeurs et doyens des établissements supérieurs d'expression française des sciences de l'agriculture et de l'alimentation (CIDEFA) (Antananarivo, Madagascar) (T), Réseau Théophraste (Réseau de centres francophones de formation au journalisme) (Rabat, Maroc) (T), Conférence internationale des formations d'ingénieurs et techniciens d'expression française (CITEF) (Dakar-Fann, Sénégal) (T), Association internationale des écoles des sciences de l'information (AIESI) (Carouge, Suisse) (T), Association pour la promotion de l'enseignement et de la recherche en aménagement et urbanisme (APERAU) (Tunis, Tunisie) (T). (A) : Associé – (T) : Titulaire.

La présidente rappelle que, lors de la réunion de Paris, trois des membres du bureau de l'AISLF, elle-même, André Petitat et Odile Saint Raymond, avaient rencontré des représentants

de trois autres réseaux de chercheurs et d'un représentant d'un réseau institutionnel représenté également à Dakar.

Jean Foucault, responsable du réseau *Littératures d'enfance* (LDE) créé en 2003, avait présenté ce réseau. Définissant l'enfance au sens de l'UNESCO (les jeunes de 0 à 18 ans), ce réseau de chercheurs compte actuellement 140 membres dans 40 pays et 60 universités. Se situant dans une perspective comparatiste et pluridisciplinaire, Jean Foucault avait manifesté un grand intérêt pour les activités de l'AISLF et souhaité une participation des chercheurs de l'aislf aux manifestations du réseau.

Patrick Vauday avait ensuite présenté le réseau DCAM (*Diversité des expressions culturelles et artistiques et mondialisation*) dont il est le coordinateur, créé en 2006 et comprenant deux cents membres. Les axes de recherche du réseau sont les lieux et transformations des expressions culturelles et artistiques, et des métiers afférents, les mondialisations et les pluralités des dynamiques sociales, les recherches post-coloniales et critiques contemporaines de l'idée de culture. Un colloque s'est tenu récemment à Oran (Algérie) sous le titre « Incidences et résistances de l'art dans le contexte transculturel du Maghreb » et un appel d'offre est en cours autour de 6 thématiques :

- Théories de la diversité culturelle



- Les acteurs de la mondialisation culturelle et artistique
- La religion au risque de la diversité
- Mixité et mixage des arts et des pratiques artistiques
- Analyse de la dissémination musicale
- L'avenir de la mémoire (autour des études post-coloniales)

Gueorgui JETCHEV, membre du Comité du Réseau ODFLN (*Observation du français et des langues nationales*) a présenté ce réseau. Créé par la réunion de deux réseaux pluridisciplinaires (politologie, sociologie, socio-linguistique) il prévoit l'organisation de Journées scientifiques à Nouakchott début novembre 2007 sur « Le partenariat des langues ».

Manfred Peters, président de l'AFLESH (*Association des Facultés ou Établissements de Lettres et Sciences Humaines des Universités d'expression française*) était ensuite intervenu pour présenter ce réseau institutionnel. Celui-ci constitue un organisme permanent de réflexion, de concertation et de coopération, avec les objectifs suivants : échanger les informations sur la situation des études en lettres et sciences humaines dans les pays concernés ainsi que sur les transformations pédagogiques et les nouvelles orientations de la recherche ; favoriser les études comparatives sur l'insertion professionnelle des étudiants et promouvoir une meilleure image de nos établissements de formation auprès de l'opinion publique ; inciter au développement des échanges et des relations de jumelage sur des actions concertées prises en charge par les établissements, dans un esprit de réciprocité et d'aide mutuelle, en tenant compte des spécificités de chaque pays et des objectifs de développement national ; encourager les efforts entrepris en matière d'harmonisation des programmes et de validation réciproque des diplômes, pour une meilleure mobilité des enseignants chercheurs et des étudiants ; aider à la diffusion des publications scientifiques ; élaborer à l'intention des établissements, des gouvernements et instances internationales des recommandations, à partir des expériences que l'Association permet de confronter.

La réunion de Paris avait donc montré qu'il existait des convergences certaines avec l'AISLF, aussi bien en ce qui concerne les réseaux de

chercheurs de l'AUF – ils ressemblent beaucoup aux CR et GT de l'AISLF et il serait facile d'avoir des actions communes –, qu'en ce qui concerne les réseaux institutionnels – un nombre non négligeable de membres individuels de l'AISLF (plus d'une centaine) sont des responsables de filières francophones ou partiellement francophones de sociologie. L'objectif de la réunion, qui prolonge celle qui a eu lieu à Paris, est donc d'essayer de voir comment l'AISLF peut renforcer ses liens avec l'AUF en faisant se rencontrer des membres de l'AISLF appartenant à différents comités de recherche, responsables de filières de sociologie, et deux représentants de l'AUF, un représentant du réseau de chercheurs en démographie et un représentant du réseau institutionnel des facultés de lettres et sciences humaines.

La présidente donne donc d'abord la parole à Philippe Antoine, membre de l'exécutif du Réseau de recherche 'Démographie' de l'AUF, qui présente ce réseau. Créé en 1990, il regroupe plus de 800 chercheurs et il est animé par un Comité de coordination international. Il a pour objectif de renforcer la coopération entre les chercheurs francophones, les laboratoires universitaires et les grands centres de recherche, qu'ils soient nationaux, internationaux, publics ou privés, d'aider au désenclavement des chercheurs, des laboratoires et des équipes de recherche des pays du Sud, de permettre aux chercheurs s'exprimant en français mais n'appartenant pas à des pays francophones de collaborer avec leurs homologues francophones. Ses activités vont des actions de recherche aux publications en passant par des colloques, des journées scientifiques et des formations.

La présidente remercie Philippe Antoine pour cette présentation, qui confirme la proximité entre les réseaux de recherche de l'AUF et les comités de recherche de l'AISLF, et montre à l'évidence qu'il est facile, à l'occasion d'un congrès ou d'un colloque, de coopérer sur un thème commun, ce qui avait déjà été envisagé

lors de la réunion de Paris. L'AISLF peut diffuser l'information sur les activités des réseaux de chercheurs de l'AUF et inversement.

La présidente donne ensuite la parole à Albena Vassileva, membre du Comité exécutif de l'AFELSH. Celle-ci développe l'idée qu'il serait possible aux membres de l'AISLF responsables de filières d'intégrer le réseau existant qui, certes, n'est pas à strictement parler un réseau de filières de sociologie, mais qui a justement l'avantage de ne pas se limiter à une discipline. Les problématiques que développent l'AFELSH sont en effet très voisines de celles de l'AISLF. Comme l'AISLF, l'AFELSH met au centre de ses préoccupations la relation homme/société et la question de la diversité culturelle. Les membres de l'AISLF n'auraient aucune difficulté à participer à des colloques de l'AFELSH.



La présidente remercie Albena Vassileva de son intervention et reconnaît que la pluridisciplinarité constructive que soutient l'AFELSH ne peut qu'entraîner l'adhésion. Cependant, si l'on examine les missions d'un réseau institutionnel comme le répertoire des experts et des chercheurs, l'annuaire des formations, le répertoire des thèses, les publications scientifiques en français, la contribution au renforcement des établissements du Sud dans leur mission de

formation et de recherche, l'évaluation de formations, l'identification des besoins (scientifiques, pédagogiques, logistiques...), l'identification de ressources humaines, la promotion et la diffusion de nouvelles méthodes pédagogiques, l'appui à la formation des enseignants, l'aide à l'harmonisation des cursus (appui aux réformes, aide à la reconnaissance des diplômes, mise en oeuvre d'équivalences...), l'organisation de manifestations (rencontres, colloques, séminaires, universités d'été...), il lui paraît que ces actions, qui sont déjà pour une part celle de l'AISLF et que celle-ci voudrait pouvoir développer, car la qualité de la formation des futurs sociologues francophones est la condition du maintien et du développement de

l' AISLF, ne peuvent véritablement se faire que dans le cadre d'un **réseau institutionnel disciplinaire** comme il en existe par exemple en urbanisme.

Une discussion s'engage qui met l'accent sur plusieurs points :

- l'importance du rôle de tout réseau à l'exemple d'un réseau de sciences économiques et sociologiques qui se réunit tous les cinq ans, même si ses priorités ne sont pas tout à fait les mêmes. La partie africaine de ce réseau vient de se développer et se réunit maintenant tous les ans. Un certain nombre de points communs existent avec le réseau en projet : développement des compétences, création d'emplois, contribution à l'émergence de nouveaux métiers. Il serait intéressant de sortir de la réunion avec une liste de contacts, un calendrier et une thématique (J. Agbroffi)
- l'intérêt de la dimension internationale qu'un tel réseau impulsé par l' AISLF aurait nécessairement, et l'importance de la présence des pays du Sud, ce qui n'a pas été le cas à l' AFLELSH pendant toute une période (G. Mbodj)
- la mise en cause, au niveau international, de la structure académique que constitue la faculté ainsi que le positionnement différent de la sociologie selon les pays. S'appuyer sur un réseau de facultés de lettres et de sciences humaines n'est pas partout pertinent. Il y a de nombreux endroits où la sociologie n'est pas enseignée dans les facultés de lettres (G. Mbodj, P.F. Nze Guema, D. Vrancken, A. Todorov)
- la force et l'intérêt de l'existence de différents types de réseaux (pluri ou multi-disciplinaires, par champs, par secteurs géographiques, etc) et l'importance des échanges et de la circulation des idées et des hommes (J. Agbroffi, A. Huet, V. Nga Ndongo, C. Koné)
- la priorité que constitue la réflexion sur la formation des sociologues et sur leur professionnalisation (P.F. Nze Guema, J. Agbroffi).
- la difficulté d'enseigner la sociologie dès la première année d'université (L. Ndiaye)
- la nécessité de s'intéresser aux manuels, et d'une façon plus générale à l'accès à l'information scientifique (N. Sawadogo, V. Nga Ndongo)

- le besoin de revoir les cursus dans le cadre de la réforme LMD et d'établir des liens Nord/Sud, mais aussi Sud/Sud, comme cela a été le cas ici grâce au soutien de l' AUF qui a financé les déplacements des universitaires du Sud, de faciliter la circulation des étudiants y compris dans l'espace africain (P.F. Nze Guema, L. Ndiaye, C. Koné, G. Mbodj, V. Nga Ndongo, R.C. Sawadogo).



Un consensus se dégage donc parmi les présents pour la création d'un réseau des responsables de filières de sociologie francophones ou partiellement francophones, émanant de l' AISLF et, qui pourrait, si l' AUF l'acceptait, compter au nombre des réseaux institutionnels de l' AUF.

Pierre-Fidèle Nze Guema, recteur de l' Université Omar Bongo de Libreville, se réjouit de cette décision qui lui semble constituer une avancée importante. Le CAMES, qui permet d'homologuer les formations en Afrique, vient de se réunir et s'est posé la question de savoir à quelle fin et comment former des sociologues. Un réseau institutionnel comme celui dont on vient d'envisager la création permettrait de mettre en partage les expériences, ce qui ne se fait actuellement que de manière ponctuelle et informelle. Il se propose d'en informer le CAMES, lors d'une prochaine réunion à Libreville, ce qui permettra une diffusion auprès de chefs de département africains.

Proposition de calendrier :

Le réseau en cours de constitution pourrait se réunir en mars 2008 lors du colloque de l' AISLF à Beyrouth avec deux objectifs : définir la position du réseau par rapport à l' AISLF et par rapport à l' AUF, préciser les objectifs et leurs modalités de réalisation. Puis réunion en juillet 2008, lors du Congrès d' Istanbul, pour constituer le réseau.

Organisation provisoire :

Il est demandé à Gora Mbodj, qui a l'expérience de sa participation à l' AFLELSH, de prendre en

charge le pilotage du groupe constitué à Dakar. Cette proposition est acceptée.

Démarches :

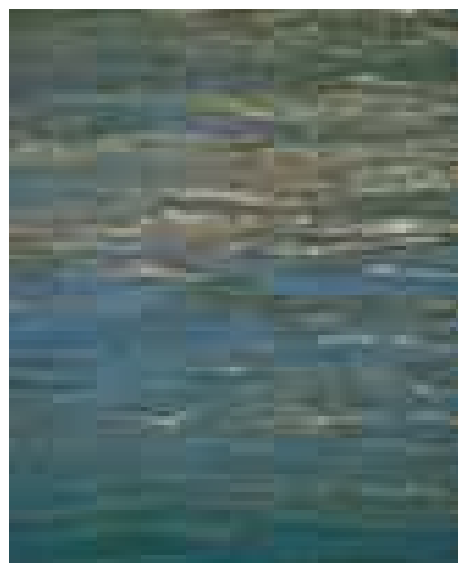
- Présentation du projet dans la lettre de l'AISLF et sur le site internet de l'Association.
- Recensement des filières de sociologie francophones ou partiellement francophones et diffusion de l'information auprès de leurs responsables.

La présidente clôt la séance en remerciant les deux représentants des réseaux de l'AUF pour leur participation et en souhaitant vivement poursuivre les échanges avec ces deux réseaux comme avec ceux qui avaient été rencontrés à Paris.

Étaient présents à cette réunion :

- AGBROFFI Joachim Diamoï, membre de l'AISLF, chef de la scolarité, mandaté par le Pr KJOUAKOU N'Guessan François, chef du département d'Anthropologie et Sociologie (UFR Communication, Milieu et Société) de l'Université de Bouaké, Côte d'Ivoire
- ANTOINE Philippe, IRD-Dakar, Réseau 'Démographie' de l'AUF,
- BESLAY Christophe, membre de l'AISLF, responsable de Master, mandaté par Denis SALLES, directeur du département de sociologie de l'Université de Toulouse Le Mirail, France
- DIOP Fatou, membre de l'AISLF, directrice sortante du département de sociologie, Université Gaston-Berger, St-Louis, Sénégal
- KAPAGAMA Pascal, membre de l'AISLF, mandaté par Évariste TSHISHIMBI KATUMUMONYI, chef du département de sociologie de l'Université de Kinshasa, RDCongo
- HIRSCHHORN Monique, présidente de l'AISLF, vice-présidente de l'Université de Paris 5 mandatée par Sylvie FLIEGER, responsable de la filière de sociologie de l'Université de Paris 5
- HUET Armel, membre de l'AISLF, directeur de l'École de Formation doctorale et professionnelle de sociologie, LARES, Université de Rennes 2, France
- KONÉ Cyrille, coordinateur scientifique, UFR de Sciences humaines, Université de Ouagadougou, Burkina Faso
- MELLITI Imed, membre du bureau de l'AISLF, mandaté par le Pr. MAHER Trimech, directeur du Département de sociologie, Institut supérieur des sciences humaines et sociales de Tunis, Tunisie

- MERÇIL Ipek, membre du bureau de l'AISLF, vice-doyenne Faculté des sciences et lettres, Université Galatasaray, mandatée par Mr. Ali ERGUR, directeur du département de sociologie de l'Université Galatasaray, Istanbul, Turquie
- MBODJ Gora, membre du bureau de l'AISLF, ancien Directeur de l'UFR Lettres et Sciences humaines de l'Université Gaston-Berger, Saint-Louis, Sénégal, membre du comité exécutif de l'AFELSH
- NDIAYE Lamine, membre de l'AISLF, chef du département de sociologie, Université Cheikh Anta Diop depuis janvier 2007, Dakar, Sénégal
- NGA NDONGO Valentin, chef du département de sociologie-anthropologie, Université de Yaoundé, Cameroun
- NZE GUEMA Pierre-Fidèle, membre de l'AISLF, recteur de l'Université Omar Bongo, Libreville, Gabon
- PETITAT André, vice-président de l'AISLF, professeur titulaire de la chaire de sociologie de l'éducation, responsable de la formation doctorale en sciences de l'éducation, Université de Lausanne, Suisse
- RAJAOSON François, membre de l'AISLF, ancien recteur de l'université de Madagascar, ancien secrétaire général du Ministère de l'enseignement supérieur et de l'Association des Universités Africaines (AUA), mandaté par le chef du département de sociologie de l'Université d'Antananarivo, Mr Allain RAPANOEL, et par le chef de département des sciences sociales de l'Université de Fianarantsoa, Mr Henri RASAMOELINA
- SAINT RAYMOND Odile, secrétaire générale adjointe de l'AISLF



- SAWADOGO Ram Christophe, membre de l' AISLF, mandaté par Mr. ZONGO Mahamadou, chef du département de sociologie de l' UFR Sciences Humaines à l' Université de Ouagadougou, Burkina Faso
- SAWADOGO Natéwindé, doctorant en sociologie, UCAD, Dakar, Sénégal
- SOULET Marc-Henry, secrétaire général de l' AISLF, professeur titulaire de la Chaire francophone de Travail social et politiques sociales, Université de Fribourg, Suisse
- SPURK Jan, membre du bureau de l' AISLF, professeur de sociologie, Université René-Descartes Paris 5, France
- TAMBA Moustapha, membre de l' AISLF, chef du département de sociologie, Université Cheikh Anta Diop jusqu' à janvier 2007, Dakar, Sénégal
- TELES Nair, membre de l' AISLF, professeure de sociologie, Université Eduardo-Mondlane, Maputo, Mozambique
- TODOROV Antony, membre du bureau de l' AISLF, co-responsable de la Filière francophone de sciences politiques, Nouvelle Université Bulgare, Sofia, Bulgarie
- VASSILEVA Albena, Université de Sofia (Saint Kliment Ohridski), membre du Comité exécutif de l' AFELSH-AUF
- VRANCKEN Didier, membre du bureau de l' AISLF, directeur du département de sociologie, Université de Liège, Belgique

**Monique Hirschhorn
et Odile Saint Raymond**



Ouvertures

Sociologie et francophonie en Tunisie

La fondation de la « sociologie tunisienne »¹, si ce mot a un sens, s'est effectuée, pour employer un lexique tourainien, sur un principe d'opposition et non sur un principe d'identité. Dès le départ, elle a été construite contre quelque chose, en l'occurrence, contre « la science coloniale », beaucoup plus qu'elle n'a été fondée sur un projet commun. Ce rejet de la « science coloniale » avait pour corollaire la disqualification des objets privilégiés par cette tradition, comme étant l'expression d'un passé désuet. Tribalisme, rites religieux et autres croyances maraboutiques et superstitions, assimilés à des espèces sociologiques en voie d'extinction, sont passés à la trappe du discours sociologique. Au lendemain de l'indépendance, le paradigme sociologique qui va dominer est essentiellement développementaliste. L'analyse du changement, perçu comme une entrée progressive dans la modernité, va être le maître mot de cette première période. Si l'appel programmatique à « décoloniser la sociologie » n'est nullement l'apanage de la sociologie tunisienne, le sociologue marocain Abdelkébir Khatibi ayant été le chantre de ce projet², en Tunisie, comme un peu plus tard en Algérie, cette décolonisation des sciences sociales se fera sous l'impulsion institutionnelle de l'État, à travers la création en 1962 du fameux CERES, le Centre d'Études et de Recherches Économiques et Sociales. Au sein du CERES, une alliance objective se mettra en place entre un État modernisateur et des sociologues de la modernisation.³

De manière plus concrète, et à l'exception de quelques-uns comme Abdelwahad Bouhdiba avec son travail sur la sexualité en islam, on peut dire que la sociologie de la première

génération en Tunisie est une sociologie qui se désintéresse complètement de tout ce que la culture, dominée par les figures de la tradition, pourrait nous apprendre sur la société. Les objets de recherche privilégiés par cette génération de sociologues tunisiens, de 1960 jusqu'au milieu des années 1970, en disent long sur leur « parti pris moderniste » : la réforme agraire et le développement (Abdelkader Zghal et Khalil Zamiti), l'industrialisation et la transformation du monde ouvrier (Saleh Hamzaoui, Frej Stambouli, Ridha Boukrâa), les élites, les nouvelles structures d'encadrement et de mise en place des institutions de l'État moderne (Lilia Ben Salem, Elbaki Hermassi), l'école ainsi que les effets et les limites de la démocratisation de l'enseignement (Dorra Mahfoudh). Malgré leur orientation résolument empirique, c'est la rhétorique qui semble en définitive l'emporter dans la plupart des travaux de recherche de la première vague ; une rhétorique essentiellement marxiste soucieuse de « traquer » le poids des déterminations sociales et économiques et de mettre au jour les obstacles qui entravent le changement et le « développement ». ⁴

En dépit de la volonté de rompre avec l'héritage colonial, il n'est pas difficile de constater que les premières gestations de la sociologie comme discipline scientifique enseignée en Tunisie sont intimement liées à l'histoire de la sociologie française et, de manière plus générale, au champ sociologique francophone. Plusieurs indices le montrent. Non seulement la majorité des sociologues tunisiens de la première génération ont été formés dans les universités françaises sous l'influence d'éminents sociologues et spécialistes du Maghreb, tels que Marcel Granet, Georges Gurvitch, Jean Duvignaud, Georges Balandier ou Jacques Berque, mais on peut constater aussi que certaines de ces figures de la sociologie française dans les années 1950 et 1960 et d'autres, tels que Jean Cuisenier et Carmel Camilleri, ont joué un rôle déterminant dans la mise en place institutionnelle de la discipline



dans le champ académique en Tunisie, d'abord à travers l'enseignement dans l'École des Hautes Études de Tunis, institution créée sous le Protectorat et rattachée à l'université française ; ensuite, dans le cadre du département de sociologie institué avec la création de l'université tunisienne en 1961, quelque temps après celle des premiers certificats de la licence de sociologie en 1958. ⁵

À croire certains observateurs privilégiés du champ académique, cette hégémonie de la sociologie française et, de manière plus générale, de l'enseignement de la discipline dans la langue française est un fait incontestable jusqu'au début des années 1980. En travaillant sur les listes bibliographiques fournies par les enseignants du département de sociologie de l'Université de Tunis à leurs étudiants entre 1978 et 1982, Tahar Labib relève le caractère

profondément francophone de l'enseignement de la sociologie jusqu'à cette date. Son recensement bibliographique indique que 40% des auteurs référencés sont français et que la quasi-totalité (soit 191 sur 209) des ouvrages cités sont écrits ou traduits dans la

langue française. Les intitulés des enseignements, de leur côté, témoignent de la prégnance des découpages géopolitiques hérités de l'ère coloniale et de la tradition islamologique française, à travers des cours consacrés à la sociologie du Maghreb et du monde musulman. ⁶

La crise du paradigme développementaliste étroitement liée à une autre crise, celle des politiques de planification et de la modernisation volontariste de la société, a été, dès le début des années 1970, à l'origine d'un discours sociologique qui réclame le retour de la dimension culturelle. Ainsi, l'intérêt pour la culture commence à regagner du terrain, même si la même détermination à faire table rase de

l'héritage orientaliste et anthropologique persiste pour ne pas dire s'amplifie, pour atteindre son apogée, au milieu des années 1980 avec la critique saïdienne de l'orientalisme. Avec ce changement de cap, la culture n'est plus perçue comme un résidu du passé, mais comme une composante essentielle d'un soi authentique considéré comme imperméable à tout outillage théorique « importé ». Deux aspects majeurs caractérisent cette nouvelle orientation de la sociologie tunisienne : premièrement, un retour à la question identitaire aux dépens de la question du changement et des réformes économiques et sociales (les travaux sur la religion, sur le rapport entre l'islam et le nationalisme, puis sur l'islamisme prendront peu à peu le dessus) ; deuxièmement, un débat plutôt virulent sur le degré de compatibilité des concepts d'origine occidentale avec la « spécificité culturelle des sociétés arabes », et en particulier de la société tunisienne. Ce mot magique de « spécificité culturelle » a déjà servi de drapeau de ralliement à tous les réfractaires à la politique de modernisation volontariste imposée par l'État.

Même si le débat sur l'arabisation de la sociologie et de son enseignement remonte au milieu des années 1970⁷, pour Abdelkader Zghal, la création à Tunis de l'Association Arabe de Sociologie en janvier 1985, soit dix ans après, a constitué un tournant idéologique déterminant dans ce qu'il qualifie de demande « d'indigénisation des sciences sociales »⁸. C'est dans le même sens que Mohamed Kerrou affirme que la sociologie « arabe » est devenue au cours des années 1980 un « véritable mythe mobilisateur », au sens sorélien du terme, « le mythe de l'arabisation ou plutôt de l'arabité sociologisée ».⁹

L'arabisation de l'enseignement secondaire et universitaire et plus particulièrement de l'enseignement de la sociologie aidant, la demande d'indigénisation des sciences sociales

s'accompagnera d'une indigénisation des référents : la plupart des tenants d'une sociologie arabe en Tunisie se réclament de la figure emblématique d'Ibn Khaldoun, considéré comme le « vrai » fondateur de la sociologie ou, pour le moins, comme le père tutélaire de cette sociologie arabe qui viendrait à naître. Les travaux de fondation d'une sociologie khaldounienne, œuvres pour la majorité de sociologues issus du Proche-Orient, plus particulièrement de l'Égypte et de l'Irak, tels que Hassan Saâti et Ali Wardi, aura une influence considérable sur cette deuxième génération de sociologues tunisiens.

Beaucoup plus que d'une forme de demande d'indigénisation des sciences sociales, il nous semble que ce tournant des années 1980 correspond dans la sociologie tunisienne, de manière plus profonde, à une forme de « communautarisation des enjeux de savoir »¹⁰, les droits de la communauté « naturelle » l'emportant pour ainsi dire sur les droits de la communauté scientifique¹¹. Si nombre de sociologues tunisiens vont faire valoir, de plus en plus, une légitimité de l'autochtonie, face à un savoir considéré comme « faussement universel », parce qu'il est fondamentalement occidental, et s'installent progressivement dans cette phobie du comparatisme, que décrit bien Jocelyne Dakhli, c'est que le transfert des concepts se fait, à leurs yeux, toujours dans un sens unique, selon une logique « annexionniste » et asymétrique¹². Au nom d'une « légitimité identitaire », ils finissent par verser dans une vision idiosyncrasique des notions et revendiquent un repli conceptuel sur les catégories de la culture maternelle.

Bien qu'il ne cesse de perdre de sa vigueur et de sa ferveur idéologique de départ, ce mouvement impulsé au milieu des années 1980



a engendré une situation irréversible qui se traduit par une dualisation de la production sociologique fonctionnant, désormais, dans une large mesure, sur le clivage francophonie / arabité. Trois tendances majeures dominent le paysage sociologique actuel en Tunisie : 1- les héritiers du projet d'indigénisation des sciences sociales, pour qui le travail sur le fait tribal ou sur la question de l'identité (au singulier) est toujours d'actualité. Ces sociologues produisent, pour la plupart d'entre eux, dans la langue arabe et se positionnent sur le « marché scientifique » et dans des réseaux académiques et d'expertise situés essentiellement au Proche-Orient ; 2- une deuxième voie beaucoup moins unitaire dans laquelle on peut situer tous les sociologues qui travaillent sur des questions qui relèvent de la sociologie du changement à travers des démarches non déterministes et des méthodes de plus en plus qualitatives, en reprenant à leur compte des notions telle que celle « d'individu », d'autres qui récupèrent des objets initialement étudiés par l'ethnologie classique ou l'anthropologie actuelle, tel que les contes, les mouvements confrériques, les pratiques culinaires, l'urbanité, etc. Dans leur majorité, ces derniers écrivent dans la langue française et gardent des liens étroits avec le champ sociologique français et, plus généralement, francophone ; 3- une dernière tendance dominée par l'expertise impulsée essentiellement par la demande publique mais aussi par certains organismes internationaux. Se situe dans cette tendance une grande partie des travaux sociologiques sur les femmes, sur la famille, sur la société civile, sur les jeunes, sur le monde rural, etc. Bien qu'il rompe avec les illusions de la première génération, ce type de sociologie est résolument « moderniste ».

Notes

¹ Lilia Ben Salem préfère parler à ce propos de proto-école ou de nébuleuse. Cf. Ben Salem Lilia, « Le statut de 'l'acteur social' dans la sociologie tunisienne », in *Correspondances*, n° 49, 1998, pp. 3-9.

² Khatibi Abdelkébir, *Chemins de traverse. Essais de sociologie*, Rabat, Institut Universitaire de la Recherche Scientifique (Université Mohammed V – Souissi), 2002.

³ Cf. Kerrou Mohamed, « Être sociologue dans le monde arabe ou comment le savant épouse

le politique », in *Peuples Méditerranéens*, n° 54-55, janvier / juin 1991, pp. 247-268.

⁴ Cf. Ben Salem Lilia, *op. cit.*

⁵ Il y a une véritable polémique sur la date de création de la première licence de sociologie en Tunisie. Cf. Hfaïdh Abdelwaheb, *Le métier de sociologue aujourd'hui* (en arabe), Tunis, Association Tunisienne de Sociologie.

⁶ Labib Tahar, « L'enseignement de la sociologie en Tunisie entre le texte et l'esprit » (en arabe), in *Nah'wa 'ilm ijtimā' 'arabī*, Beyrouth, Markiz Dirāsāt al-Wih'da al-'Arabiyya, 1986, pp. 309-329.

⁷ En témoigne un certain nombre d'articles publiés par S. Hamzaoui, Tahar Labib et d'autres ainsi que l'organisation en mai 1975 à Tunis d'une rencontre consacrée à l'arabisation de la philosophie et de la sociologie. *Ibid.*

⁸ Zghal Abdelkader, « Pour changer la notion de spécificité d'un objet de désir en objet de recherche sociologique », in Mahfoudh-Draoui Dorra et Ben Salem Lilia (dir.), *Modernité et pratiques sociologiques*, pp. 97-113.

⁹ Kerrou Mohamed, *op. cit.*

¹⁰ Roussillon Alain, « Sociologie et identité en Égypte et au Maroc : le travail de deuil de la colonisation », *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, n° 7, 2002, pp. 193-221.

¹¹ Ferrié Jean-Noël, « Sciences coloniales, centralité scientifique et périphérie savante. Le Maghreb et l'Égypte comme application locales d'un discours global », in *Annales Islamologiques*, vol. 28, 1994, pp. 231-257. Cf. également Melliti Imed, « Une anthropologie 'indigène' est-elle possible ? Réflexions sur le statut de l'anthropologie en Tunisie », *Arabica*, tome LIII, 2, pp. 163-176.

¹² Dakhli Jocelyne, « La 'culture nébuleuse' ou l'Islam à l'épreuve de la comparaison », *Annales E.S.C.*, 6-2001, pp. 1177-1199.

Imed Melliti <imelliti@yahoo.fr>



Informations diverses

Dans le cadre de la préparation du 18^{ème} Congrès de l'AISLF qui aura lieu à Istanbul (Turquie) du 7 au 11 juillet 2008, deux informations importantes :

1. Demandes de bourses AISLF pour le Congrès

La recherche de financements pour les bourses s'avérant de plus en plus difficile, l'AISLF invite les résidents des pays à monnaie faible désireux de participer au Congrès d'Istanbul à engager des démarches personnelles auprès des organismes susceptibles de contribuer à leur participation à ce Congrès. Néanmoins, un nombre très limité de bourses AISLF sera disponible.

Pour présenter une demande de bourse AISLF, les candidats devront envoyer impérativement **avant le 1^{er} avril 2008** à Didier Vancken les documents suivants :

1/ **Une lettre de motivation**, expliquant clairement les raisons de leur participation au Congrès, les problèmes matériels qui se posent à eux, les démarches qu'ils ont faites auprès de leur institution, dans leur pays, etc., avant de demander cette bourse.

2/ **Une lettre de recommandation** émanant de l'autorité de leur institution, montrant l'intérêt de leur participation au Congrès et confirmant l'impossibilité de l'institution d'assurer les frais afférents.

3/ **Un CV**

4/ La copie de **l'acceptation de la proposition de communication** qu'ils auront présentée préalablement à cette demande

Didier VRANCKEN
Université de Liège

7 Bd du Rectorat – B 31
B-4000 – LIÈGE, Belgique
Fax : [32] (4) 366 47 51

Courriel : Didier.Vrancken@ulg.ac.be

2. Prix du Jeune sociologue décerné par l'AISLF

Lors de chacun de ses Congrès, l'AISLF décerne un prix intitulé « Prix du jeune sociologue ». Ce prix est attribué à un premier livre d'un membre

de l'association, rédigé en français, publié depuis le précédent Congrès de l'AISLF, soit depuis juillet 2004. Le prochain prix sera attribué lors du 18^{ème} Congrès

Les ouvrages sont attendus **en deux exemplaires avant le 15 janvier 2008** à l'adresse du Secrétaire Général de l'AISLF. Chaque livre reçu et répondant aux conditions d'attribution du prix est soumis pour évaluation critique à au moins deux membres du jury dont la composition est la suivante : Imed Melliti (ISSH, Tunis, Tunisie), Daniel Mercure (Université Laval, Québec, Canada), Jan Spurk (Université René-Descartes Paris 5, France) et Didier Vrancken (Université de Liège, Belgique), sous la présidence de Marc-Henry Soulet (Université de Fribourg, Suisse).

Le(la) lauréat(e) sera averti(e) au plus tard le 10 juin 2008. Le prix, d'un montant de 1000 Euros, lui sera officiellement remis lors d'une séance spéciale dans le cadre du Congrès. Son inscription et son hébergement au Congrès seront en outre assumés par l'AISLF.

Le Secrétaire général de l'AISLF :

Marc-Henry SOULET
Chaire de Travail social et politiques sociales
Université de Fribourg
Route des Bonnesfontaines, 11
CH – FRIBOURG, Suisse

Courriel : marc-henry.soulet@unifr.ch

Informations éditoriales

La *Lettre* de l'Association Internationale des Sociologues de Langue Française est adressée

- à tous ses membres, soit par voie électronique, soit par voie postale

- à ses partenaires institutionnels ou scientifiques

Responsable éditorial :

Monique Hirschhorn

Conception :

Sophie Le Garrec

Réalisation :

Odile Saint Raymond

Contact : <aislf@univ-tlse2.fr>

Site Internet : <www.aislf.org>

Retrouvez la *Lettre* sur notre site Internet :

www.aislf.org